



# Assemblée générale

Soixante-sixième session

**102<sup>e</sup>** séance plénière

Lundi 19 mars 2012, à 15 heures

New York

Documents officiels

Président : M. Al-Nasser .....

(Qatar)

*En l'absence du Président, M. Thomson (Fidji), Vice-Président, assume la présidence.*

*La séance est ouverte à 15 h 10.*

## Points 31 et 111 de l'ordre du jour (suite)

### Rapport de la Commission de consolidation de la paix (A/66/675)

#### Rapport du Secrétaire général sur le Fonds pour la consolidation de la paix (A/66/659)

M<sup>me</sup> Kamara (Libéria) (*parle en anglais*) : C'est avec grand plaisir que je participe à ce débat commun portant sur le rapport de la Commission de consolidation de la paix à sa cinquième session (A/66/675) et sur le rapport du Secrétaire général sur le Fonds pour la consolidation de la paix (A/66/659). Je m'associe aux orateurs précédents pour remercier la Commission de consolidation de la paix et le Secrétaire général de leurs rapports respectifs. Ces deux rapports sont instructifs en ce qu'ils expliquent les progrès réalisés en vue de remplir les objectifs fixés, et explicites s'agissant des domaines qui exigent d'être approfondis et nécessitent des efforts accrus.

Je félicite le Président sortant de la Commission, l'Ambassadeur du Rwanda, M. Gasana, de son engagement ainsi que de l'esprit dynamique et novateur avec lequel il a assumé ses responsabilités en 2011. De même, je tiens à féliciter le nouveau Président de la Commission, l'Ambassadeur du Bangladesh, M. Momen, à qui j'adresse mes meilleurs vœux de succès.

Le Libéria, qui est l'un des six pays inscrits à l'ordre du jour de la Commission de consolidation de la paix et reçoit certaines ressources du Fonds pour la consolidation de la paix, est convaincu du rôle crucial et indispensable que jouent ces deux organes du dispositif de consolidation de la paix de l'ONU en faveur de la consolidation de la paix au Libéria. Le Gouvernement libérien considère son engagement auprès de la Commission comme constructif et enrichissant. Il vient en effet en précieux complément des efforts déployés conjointement par le Gouvernement et l'ensemble de la famille des Nations Unies, sans oublier une mention toute particulière à la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL), en vue d'instaurer une paix durable dans le pays, et de promouvoir la stabilité dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest.

Nous sommes globalement favorables aux orientations politiques de la Commission et aux activités entreprises au cours de l'année écoulée, ainsi qu'aux axes prioritaires proposés pour l'avenir et décrits dans le rapport. Nous pensons en particulier que la Commission doit continuer de s'associer aux efforts visant à mettre en œuvre les recommandations du rapport du Secrétaire général sur les moyens civils au lendemain d'un conflit, sachant que la pénurie de moyens est fréquente dans la plupart, sinon dans la totalité, des pays inscrits à son ordre du jour. La capacité de sensibilisation et d'interaction de la Commission auprès de groupes politiques et régionaux, d'institutions financières internationales comme la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, et d'organes des Nations Unies est non seulement soutenue, mais fortement encouragée afin

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.

12-26858 (F)



Merci de recycler



d'optimiser la coordination et la complémentarité de l'aide fournie aux pays qui sortent d'un conflit.

Le partenariat entre la Commission et le Conseil de sécurité mérite une mention spéciale. Ma délégation souscrit à l'observation faite dans le rapport selon laquelle des efforts supplémentaires doivent être réalisés des deux côtés afin de renforcer ce partenariat et de permettre à la Commission de développer son rôle consultatif. À cet égard, le Libéria estime que les séances d'information portant sur des pays spécifiques, présentées au Conseil par les présidents des formations pays doivent être institutionnalisées, étant donné que certains de ces pays sont également à l'ordre du jour du Conseil.

Un aperçu de la collaboration du Libéria avec la Commission de consolidation de la paix est présenté de manière très précise aux paragraphes 75 à 82 du rapport de la Commission. Je tiens néanmoins à développer quelques points. Premièrement, le principe de l'appropriation nationale est bien intégré dans l'action de la Commission au Libéria. Les priorités de la consolidation de la paix définies par le Gouvernement libérien sont le reflet d'un consensus national qui a pu être constaté sur place à l'occasion des visites effectuées au Libéria par le Président de la Commission et de la formation pays, ainsi que le Groupe consultatif du Fonds. Les trois priorités que sont l'état de droit, la réforme du secteur de la sécurité et la réconciliation nationale sous-tendent toutes les activités qui composent le plan prioritaire en faveur de la paix au Libéria.

Deuxièmement, les réformes entreprises par le Bureau d'appui à la consolidation de la paix, notamment la décision d'utiliser les systèmes nationaux pour la mise en œuvre des engagements et des interventions de la Commission, ont été introduites avec succès au Libéria. La période allant de la présentation de la demande libérienne d'inscription du pays à l'ordre du jour de la Commission de consolidation de la paix, en mai 2010, jusqu'à l'adoption de la déclaration d'engagements mutuels pour la consolidation de la paix, en novembre 2010, a été considérablement raccourcie, de près de six mois. En outre, le décaissement rapide des fonds par le Fonds pour la consolidation de la paix a permis aux partenaires de mettre sur pied un projet primordial en matière de justice et de sécurité.

Je tiens ici à exprimer notre gratitude bien méritée à la Sous-Secrétaire générale chargée du Bureau d'appui à la consolidation de la paix, Mme Judy Cheng-Hopkins, ainsi qu'au personnel de ce dernier et du Fonds pour la consolidation de la paix pour leur soutien et pour les conseils qu'ils continuent de prodiguer à la formation Libéria, à la Mission permanente du Libéria ici à New York et au Bureau

de consolidation de la paix sis dans notre capitale, Monrovia. L'assistance technique fournie sur le plan programmatique est fort appréciée.

Un troisième point digne d'être mentionné est l'immense effort mis en œuvre pour veiller à ce que les travaux de la Commission à New York soient intimement liés aux réalités sur le terrain. Le rapport fait état des visites régulières et des vidéoconférences qui ont permis au Président et à la formation de rester en contact et de participer à la prise de décisions dans le cadre du Comité directeur mixte basé sur le terrain. Ces visites ont également été des occasions de mener des discussions avec les autorités gouvernementales, la communauté des donateurs sur le terrain et divers membres de la société civile libérienne, y compris dans les zones rurales.

En outre, le Président a également mené des activités de sensibilisation, dont des visites de sensibilisation à Washington, pour des consultations avec les responsables du Gouvernement américain, la Banque mondiale et la société civile, et avec l'Union européenne à Bruxelles. Des mesures préliminaires ont également été prises en vue de la collaboration avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. La participation active d'un certain nombre d'États Membres au groupe directeur créé par le Président a complété ces efforts.

Comme les représentants le savent certainement, pendant que se poursuivaient toutes ces initiatives positives, le Représentant permanent de la Jordanie, le Prince Zeid Ra'ad Zeid Al-Husseini, a malheureusement dû démissionner pour raisons de santé de son poste de président de la formation Libéria. Je tiens à lui adresser, au nom de mon gouvernement et en mon nom propre, nos remerciements les plus sincères pour l'engagement et l'intérêt personnel dont il a fait preuve à l'égard du Libéria. Sa clairvoyance, son dévouement, son expérience et sa perspicacité sont des atouts qui ont contribué au succès enregistré dans le cadre du partenariat entre le Libéria et la Commission de consolidation de la paix. Il est devenu le symbole de l'engagement en faveur de la consolidation de la paix au Libéria, et a jeté des bases solides, sur lesquelles son successeur fera certainement fond.

Ma quatrième remarque a trait au rôle de catalyseur que joue le Fonds pour la consolidation de la paix. Je tiens à remercier les donateurs qui ont apporté leur soutien au Fonds afin qu'il puisse poursuivre ses activités jusqu'en 2012. J'engage la communauté internationale à faire en sorte que le Fonds pour la consolidation de la paix puisse continuer à investir dans la paix pendant toute l'année 2013, et au-delà.

Les ressources du Fonds ont facilité de nombreuses activités, y compris la création de la Commission des questions foncières chargée de s'attaquer aux causes profondes des conflits les plus graves, les plus fréquents et les plus nombreux au Libéria, à savoir les conflits liés à la propriété foncière. Suite aux résultats positifs qu'elle a obtenus, la Commission des questions foncières bénéficie désormais de l'appui d'une base de donateurs élargie. Il en est de même pour d'autres activités, telles que les programmes radiodiffusés et les pièces de théâtre dans les dialectes locaux qui aident les Libériens, y compris les femmes, à connaître et à faire valoir leurs droits, ainsi que les huttes de paix qui permettent aux communautés de continuer à régler leurs différends par des moyens pacifiques.

En matière d'état de droit, des programmes de formation ont été mis en œuvre à l'intention des magistrats et des agents des services pénitentiaires et d'immigration, qui sont actuellement déployés dans les comtés et les zones frontalières pour assurer une meilleure administration de la justice dans les zones rurales. Un Programme du Service national de la jeunesse a été créé pour faire face au problème prioritaire que constitue le chômage des jeunes. Des jeunes formés sont affectés dans différents comtés pour travailler au sein des administrations locales. Les programmes les plus en vue lancés grâce aux ressources du Fonds pour la consolidation de la paix sont assurément les cinq pôles de promotion de la justice et de la sécurité qui seront construits dans les comtés afin de décentraliser le maintien de l'ordre et de rendre les mécanismes de justice plus accessibles aux populations rurales.

Le premier pôle, qui sera basé à Gbarnga, et dont la construction devrait être terminée en avril, ainsi que la nouvelle prison centrale en construction dans la banlieue de Monrovia, ont été retenus comme des objectifs prioritaires à atteindre dans les 150 premiers jours du deuxième mandat de la Présidente, qui a débuté à la mi-janvier.

Je manquerais à mes obligations si je ne mentionnais pas les nombreux défis que le Libéria doit encore relever. Le défi le plus urgent a trait à la mobilisation des ressources nécessaires pour les activités prévues dans le cadre du plan des priorités de consolidation de la paix, notamment pour le financement des quatre pôles restants de promotion de la justice et de la sécurité. Un autre défi de taille est le développement des capacités techniques civiles, en particulier dans le secteur de la sécurité, afin d'assurer la direction et la gestion de ces pôles, ainsi que la contribution à un transfert en douceur des responsabilités de la MINUL au Gouvernement. Mon gouvernement est déterminé à lever les

préoccupations liées à la viabilité de l'investissement dans la paix au Libéria.

La Commission devra impérativement travailler en étroite collaboration avec le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions, ainsi qu'avec les membres de l'équipe de pays des Nations Unies, en particulier le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets et le Programme des Nations Unies pour le développement, afin de créer des synergies entre maintien de la paix et consolidation de la paix sur le terrain, en attendant la mise au point du plan de restructuration de la MINUL. Ce plan marquera un tournant décisif pour le Libéria, et il sera crucial de synchroniser les calendriers et les activités afin d'assurer une transition aussi harmonieuse que possible.

Pour garantir une paix future, il faudra élaborer une stratégie de réconciliation nationale qui s'attaque aux causes profondes du conflit libérien et vise à réparer le tissu social national. Ce processus de réconciliation devra être d'origine interne. Néanmoins, il pourra bénéficier d'un appui technique et politique pour aider les Libériens à affronter les épisodes difficiles de leur passé.

Je saisis également cette occasion pour remercier les amis et partenaires du Libéria de leur appui, et pour les prier de maintenir le cap à nos côtés. Nous leur demandons de ne pas baisser les bras alors même qu'ils obtiennent d'aussi bons résultats.

**M. Da Gama** (Guinée-Bissau) : Je voudrais tout d'abord exprimer notre reconnaissance à l'Ambassadeur Eugène-Richard Gasana, Représentant permanent du Rwanda auprès de l'Organisation des Nations Unies, pour son leadership et le travail remarquable accompli à la tête de la Commission de consolidation de la paix en 2011 et le remercier de sa présentation du rapport de la Commission de consolidation de la paix sur les travaux de sa cinquième session (A/66/675), auquel nous souscrivons. Qu'il me soit également permis de féliciter l'Ambassadeur Abdul Momen, Représentant permanent du Bangladesh, de son accession à la présidence de la Commission de consolidation de la paix pour l'année 2012 et l'assurer de notre pleine coopération. Enfin, je voudrais remercier le Secrétaire général de son rapport sur le Fonds pour la consolidation de la paix (A/66/659).

Ma délégation s'associe à la déclaration prononcée par la Tunisie au nom du Mouvement des pays non alignés et souligne le rôle que joue le Brésil en sa qualité de Président de la formation Guinée-Bissau, dont nous souscrivons à l'intervention de la représentante, faite ce matin.

Depuis l'inscription de la Guinée-Bissau à l'ordre du jour de la Commission de consolidation de la paix en 2007, mon pays a pu bénéficier de l'encadrement et de l'accompagnement de celle-ci, ce qui nous a permis d'obtenir des résultats très positifs et satisfaisants en matière de consolidation de la paix, tout en reconnaissant que de nombreux défis restent encore à relever. Grâce aux réformes entreprises dans le cadre de consolidation de la paix, la Guinée-Bissau a pu enregistrer ces dernières années, malgré une conjoncture économique mondiale très tendue, une croissance économique progressive. Nous avons intensifié et amélioré la lutte contre le trafic de drogue et la criminalité transnationale, ce qui se traduit aujourd'hui par un recul considérable de ce fléau, même s'il convient de rappeler que les efforts internationaux sont déterminants pour une lutte plus efficace aux niveaux national et sous-régional, comme par exemple dans le cadre de l'Initiative côtes de l'Afrique de l'Ouest.

La réforme des secteurs de la défense et de la sécurité constitue un élément crucial du processus de consolidation de la paix dans mon pays et elle demeure au sommet de la hiérarchie des priorités du Gouvernement bissau-guinéen. Nous espérons donc que les conditions seront rapidement réunies pour passer à la phase d'exécution, par le biais du lancement prochain d'une caisse spéciale de retraite, qui permettra le démarrage du processus de démobilisation des éléments des forces armées et des forces de sécurité. Pour ce faire, nous espérons pouvoir bénéficier, dans les meilleurs délais, du décaissement des fonds promis par nos partenaires et espérons que d'autres acteurs nous rejoindront dans cette démarche.

Dans ce contexte, le rôle de la Commission de consolidation de la paix dans la sensibilisation des partenaires s'avère d'une importance capitale. Nous nous réjouissons de constater sur ce point des actions innovantes de la Commission, notamment l'établissement d'un partenariat entre la Commission et la Banque africaine de développement, qui sera certainement très utile pour les pays inscrits à l'ordre du jour de la Commission de consolidation de la paix.

Je voudrais, pour conclure, exprimer la profonde reconnaissance du Gouvernement de la Guinée-Bissau à tous les pays et organisations qui, de manière volontaire, apportent leurs contributions financières au Fonds pour la consolidation de la paix. C'est grâce à eux que la paix se consolide dans nos pays, particulièrement en Guinée-Bissau.

**M. Doubane** (République centrafricaine) : Je voudrais remercier le Président de l'Assemblée générale pour l'initiative de cette rencontre et vous féliciter, Monsieur

le Vice-Président, pour la manière dont vous dirigez nos travaux cet après-midi.

En saluant le rapport combien fourni et détaillé du Secrétaire général sur le Fonds pour la consolidation de la paix (A/66/659), objet de notre présent débat, qu'il me soit permis de rendre un hommage mérité à S. E. M. Eugène-Richard Gasana, Représentant permanent du Rwanda, pour son leadership en tant qu'ancien Président de la Commission de consolidation de la paix, et à S. E. M. Abulkalam Abdul Momen, Représentant permanent du Bangladesh, en tant que nouveau Président.

En effet, la République centrafricaine, mon pays, fragile et sortant d'un conflit, est inscrit à l'ordre du jour de la Commission de consolidation de la paix depuis 2008. Après un premier financement qui a eu lieu cette année-là, 20 millions de dollars ont été alloués en 2010 pour servir dans trois axes : la sécurité, qui prend en compte le désarmement, la démobilisation et la réintégration, la construction des casernes et la réforme du secteur de la sécurité; l'état de droit et la bonne gouvernance, en mettant l'accent sur l'accès à la justice des couches vulnérables et les droits de l'homme; et l'autonomisation des communautés affectées par les conflits, notamment les femmes, les enfants et les jeunes. Ces grands axes, faut-il le rappeler, cadrent parfaitement avec les priorités du Gouvernement.

Ainsi, la République centrafricaine, dans un contexte de crise financière où la rareté des financements disponibles est manifeste, salue et apprécie hautement cet appoint ô combien important du Fonds pour la consolidation de la paix nécessaire à l'accompagnement de l'État dans sa quête permanente de satisfaction des besoins de la population et de lutte contre la pauvreté. Assurément, ces projets ont de réels impacts sur les populations bénéficiaires et leurs zones d'intervention.

Notre souci demeure de voir cet instrument s'améliorer et peut-être être plus efficient, sinon performant. C'est la raison pour laquelle nous appelons de nos vœux un vrai partenariat entre l'État et la Commission de consolidation de la paix. Ce n'est qu'en travaillant ensemble que nous allons atteindre des résultats vis-à-vis des objectifs décidés et portés mutuellement et minorer par là même les risques d'échec aux innombrables conséquences.

Pour conclure, puissent le Bureau d'appui à la consolidation de la paix et S. E. M. Jan Grauls, Président de la formation Centrafrique, trouver ici l'expression de notre profonde gratitude pour leur engagement et l'accompagnement au processus de paix et de développement en République centrafricaine.

**M. Kamara** (Sierra Leone) (*parle en anglais*) : D'emblée, ma délégation s'associe à la déclaration prononcée ce matin par le représentant de la Tunisie au nom du Mouvement des pays non alignés. Je vais maintenant faire la déclaration suivante à titre national.

Je remercie le Secrétaire général pour son rapport détaillé sur le Fonds pour la consolidation de la paix (A/66/659) et le Président ainsi que les membres de la Commission de consolidation de la paix pour leur rapport sur les travaux de la cinquième session de la Commission de consolidation de la paix (A/66/675), établis respectivement en application des résolutions 63/282 et 60/180.

La Sierra Leone se félicite vivement de la présentation de ces rapports qui, entre autres choses, reflètent précisément les programmes et activités du Fonds pour la consolidation de la paix et les activités de la Commission de consolidation de la paix en Sierra Leone, et répondent aux exigences de la résolution 65/7, laquelle prie la Commission de rendre compte dans ses rapports annuels de la suite donnée aux recommandations formulées en ce sens dans le rapport des cofacilitateurs sur l'examen de 2010 (A/64/868, annexe).

Je tiens également à remercier l'ancien Président de la Commission de consolidation de la paix, le Représentant permanent du Rwanda, de la manière remarquable avec laquelle il a dirigé les travaux de la Commission pendant son mandat, mais aussi de son appui aux activités menées par le Président et les membres de la formation Sierra Leone. De même, je souhaite la bienvenue au nouveau Président de la Commission de consolidation de la paix, le Représentant permanent du Bangladesh, et lui promets l'appui de la Sierra Leone.

Nous prenons note et nous félicitons de la feuille de route du Président concernant les mesures à prendre en 2011, qui est axée sur la suite à donner aux recommandations formulées dans l'examen de 2010. Nous apprécions par ailleurs vivement l'appui continu que fournissent les formations pays de la Commission de consolidation de la paix aux pays inscrits à son ordre du jour en menant des activités de sensibilisation et d'appui politiques, en favorisant la cohérence entre les acteurs clefs et en redoublant d'efforts pour mobiliser des ressources.

Nous saluons les efforts déployés par la Commission de consolidation de la paix pour donner suite aux recommandations de l'examen du dispositif de consolidation de la paix des Nations Unies réalisé en 2010, en particulier concernant la mise en place par la Commission d'activités en vue de renforcer son efficacité et de démontrer son utilité, à la fois sur le terrain et en tant qu'instance chargée d'orienter

la politique de consolidation de la paix suivie à l'ONU et ailleurs.

Nous relevons par ailleurs les progrès accomplis par la Commission grâce aux échanges menés avec les institutions financières régionales, sous-régionales et internationales, les entités des Nations Unies et le secteur privé, mais également grâce à la mise en commun de l'expérience des pays qui ont mené à bien un processus d'édification et l'État et de consolidation de la paix. Il convient de renforcer ces progrès afin de garantir la cohérence et la coordination et de mobiliser les acteurs compétents pour que les processus de consolidation de la paix soient fructueux et démarrent sans tarder.

À cet égard, nous prenons note des efforts déployés par la Commission pour renforcer sa relation avec les entités opérationnelles des Nations Unies et les institutions financières internationales, et surtout de ces initiatives pour resserrer les liens avec les organes principaux de l'ONU. Nous encourageons la Commission à poursuivre ses échanges avec la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, les organisations régionales et les acteurs opérationnels du système des Nations Unies pour consolider leur partenariat et faire concorder leurs activités afin d'accroître la complémentarité et la cohérence entre les acteurs présents dans les pays inscrits à son ordre du jour. Il s'agit d'un aspect important car il peut naturellement contribuer à donner plus d'effet aux efforts de la Commission dans les domaines de la sensibilisation politique et de la mobilisation de ressources et à lutter contre la criminalité transnationale organisée et le trafic de drogue.

Nous notons également que la Commission a adopté une déclaration d'engagements mutuels avec le Libéria et avec la Guinée. C'est là un nouvel instrument de collaboration qui va dans le sens des conclusions de l'examen de 2010 selon lesquelles un document global unique de planification comportant des éléments bien définis en matière de consolidation de la paix présente des avantages. Il est clair que la Commission doit promouvoir des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté qui tiennent dûment compte des priorités fixées en matière de consolidation de la paix et de renforcement de l'État. Dans le même esprit, la Commission doit prendre en considération les phases de transition de la consolidation de la paix et adopter de manière fluide les différentes formes d'engagement pour chaque phase.

Nous appelons la Commission à continuer de tirer parti des travaux du Groupe consultatif de haut niveau, en particulier pour accroître la contribution de l'ONU au renforcement des capacités nationales à l'appui de la consolidation de la paix.

Le principe essentiel qu'est l'appropriation nationale et la nécessité d'appuyer le développement des capacités civiles nationales et le renforcement des institutions permettront certainement d'élargir et d'enrichir le groupe d'experts civils spécialisés dans la consolidation de la paix au lendemain d'un conflit. À cet égard, la Commission doit surveiller la suite donnée à l'examen des capacités civiles réalisé par le Secrétaire général et formuler des recommandations à cet égard. Elle doit aussi évaluer les incidences concrètes sur le renforcement des capacités nationales dans des domaines prioritaires essentiels en matière de consolidation de la paix.

Il est évidemment important de souligner que les pays sortant d'un conflit ont besoin qu'une institution telle que la Commission de consolidation de la paix serve de centre d'échanges pour conseiller les pays concernés, en faire mieux connaître la situation, instaurer la confiance et établir un dialogue entre les différents acteurs nationaux, et mobiliser des ressources financières pour répondre aux priorités immédiates et à long terme en matière de consolidation de la paix, y compris l'appui aux institutions démocratiques et de gouvernance.

Néanmoins, le bilan de la Commission de consolidation de la paix concernant la mobilisation des ressources reste mitigé. À cet égard, la Commission doit envisager des objectifs appropriés en matière de mobilisation des ressources, et se demander notamment si elle peut apporter une contribution dans d'autres domaines tels que la gestion de l'aide, la coordination de l'aide, l'assistance technique, et la sensibilisation des secteurs philanthropique et privé.

À cet égard, les membres de la Commission de consolidation de la paix doivent identifier des moyens plus précis de contribuer de manière concrète aux activités de consolidation de la paix menées dans les pays inscrits à son ordre du jour. Sur ce point, le rapport devrait contenir les premières conclusions du Groupe de travail sur les enseignements de l'expérience, ainsi que les vues exprimées par les États Membres sur la nécessité d'établir une stratégie axée sur le terrain afin de garantir un financement opportun et prévisible des activités de consolidation de la paix, à moyen et à long terme.

Nous reconnaissons et apprécions le rôle joué par le Bureau d'appui à la consolidation de la paix, qui reste essentiel pour assurer le fonctionnement efficace de la Commission en fournissant une assistance en vue de mettre au point des instruments d'engagement, d'évaluer les progrès dans la réalisation des engagements pris, ou de lever les obstacles et multiplier les possibilités de mobilisation des ressources. La Commission de consolidation de la paix doit clairement

établir ce qu'elle attend du Bureau d'appui à la consolidation de la paix dans le cadre de ses activités futures pour appuyer les travaux de la Commission et les efforts des pays inscrits à son ordre du jour, notamment en vue d'accroître la visibilité des travaux de la Commission sur le terrain.

La Sierra Leone a établi une collaboration fructueuse avec la Commission de consolidation de la paix et le Fonds pour la consolidation de la paix. Comme il est indiqué dans le rapport de la Commission, grâce aux efforts inlassables de la formation Sierra Leone, ainsi que des donateurs et des partenaires de développement, la Commission a réalisé des avancées considérables dans le cadre de ses efforts de consolidation de la paix, principalement en faisant correspondre les éléments concernant la consolidation de la paix du Programme pour le changement établi par le Gouvernement sierra-léonais à la Vision commune des Nations Unies pour la Sierra Leone de l'équipe de pays et aux efforts de mobilisation des ressources.

À cet égard, nous savons profondément gré à tous nos donateurs qui continuent d'investir dans des éléments de consolidation de la paix efficaces adaptés à notre cadre de développement. La récente contribution financière faite par l'Australie, le Canada, l'Italie et les États-Unis d'Amérique afin de combler le déficit de financement et de mettre en œuvre le Programme pour le changement démontre que ces pays sont déterminés à assurer le succès de la consolidation de la paix en appuyant des cadres de développement nationaux.

Le Programme pour le changement établit un lien de partenariat solide entre la Sierra Leone, l'ONU et les donateurs. À ce jour, sa mise en œuvre a eu un impact considérable sur la consolidation de la paix et sur la mise en place des bases nécessaires pour ouvrir la voie au développement durable et à la consolidation de la paix. En outre, par l'intermédiaire de la formation pays et du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone, la Commission de consolidation de la paix a facilité le renforcement du dialogue entre les partis politiques et tous les acteurs nationaux dans le cadre d'un engagement clair en faveur d'une paix durable et de la stabilité. Aujourd'hui, la Sierra Leone est un exemple de pratique optimale sur le plan de la coordination des donateurs.

Dans le cadre de son engagement auprès de la Commission de consolidation de la paix, le Fonds pour la consolidation de la paix a débloqué 35 millions de dollars en fonds destinés à servir de catalyseur à des initiatives bien définies en matière de consolidation de la paix, y compris des contributions destinées à l'indemnisation des victimes de guerre, la Commission des droits de l'homme de la Sierra Leone, une aide d'urgence au secteur de l'énergie, la création

d'entreprises par des jeunes, la bonne gouvernance, l'état de droit et la fourniture de services publics. Une deuxième enveloppe de 7 millions de dollars a été versée par la suite pour renforcer le dialogue politique et la participation de la société civile au processus politique qui a conduit aux élections de 2012, entre autres. Essentiellement, le Fonds pour la consolidation de la paix a contribué à faire voir les dividendes de la paix et on ne saurait trop insister sur l'incidence qu'il a sur la consolidation de la paix. D'après une évaluation indépendante réalisée récemment, ce type de contributions s'est également avéré efficace. Toutefois, le mécanisme de financement du Fonds pour la consolidation de la paix est conçu pour donner un coup de pouce au démarrage en phase pilote des grands projets de consolidation de la paix. Pour que ces projets soient pleinement menés à bien, un appui supplémentaire est nécessaire sur la durée.

Le mécanisme de financement catalytique du Fonds pour la consolidation de la paix demeure essentiel pour éviter une reprise du conflit. Nous remercions donc les États Membres de leurs contributions, qui ont permis d'accroître considérablement le Fonds pour la consolidation de la paix : de 31,3 millions de dollars à 66,73 millions de dollars. Nous appelons les autres États Membres en mesure de contribuer au Fonds d'investir dans une paix durable et la stabilité. Il est toutefois nécessaire de renforcer les synergies entre le Fonds pour la consolidation de la paix, le Bureau d'appui à la consolidation de la paix et la Commission de consolidation de la paix.

La Nouvelle donne pour un engagement international au profit des États fragiles, qui a fait récemment l'objet d'un accord à Busan, ainsi que la publication du Rapport sur le développement dans le monde 2011 et les travaux en cours à l'ONU concernant la consolidation de la paix, permettent aux pays en phase de transition ou de relèvement après un conflit de mieux faire entendre leur voix et connaître leurs vues et leurs besoins à l'ONU. La Commission de consolidation de la paix, dans son ensemble, doit servir de centre mondial pour ces échanges tandis que les formations pays doivent fournir un appui politique en vue d'une mise en œuvre sur le terrain.

Le Président de la formation Sierra Leone, l'Ambassadeur Guillermo Rishchynski, s'est rendu en Sierra Leone en janvier de cette année. Son rapport et son exposé sur la formation ont souligné les progrès réalisés concernant les priorités principales en matière de consolidation de la paix et la nécessité de fournir un appui soutenu, notamment en ce qui concerne l'emploi et l'autonomisation des jeunes, le renforcement des capacités de la police et un développement important du secteur privé qui pourrait permettre d'obtenir

des dividendes de la paix plus concrets et de consolider la paix de manière durable.

La Sierra Leone remercie également le Président de la formation Sierra Leone de son engagement sans réserve en faveur de la réalisation des objectifs de consolidation de la paix de la Sierra Leone, ainsi que de nos objectifs de transformation en matière de développement.

Pour terminer, la Sierra Leone, qui est l'un des premiers pays à avoir été inscrits à l'ordre du jour de la Commission de consolidation de la paix, a tracé une voie qui peut permettre à d'autres de tirer leurs propres enseignements. Des démarches adoptées au départ ont par la suite été adaptées afin de mieux utiliser les ressources de la Commission de consolidation de la paix. Les contraintes administratives auxquelles le Gouvernement doit faire face ont été réduites et des améliorations ont été apportées au niveau de la mise en adéquation avec les priorités nationales. Cela a également provoqué un changement de perspective, d'un engagement considérable sur le terrain, avec accent sur l'aspect opérationnel, à un rôle plus politique axé sur les moyens par lesquels la Commission de consolidation de la paix peut servir d'instance internationale chargée de promouvoir tous les aspects de la consolidation et de prendre des mesures à cet égard.

**M<sup>me</sup> Smith** (Norvège) (*parle en anglais*) : La Norvège est membre du Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix et est aussi un contributeur important du Fonds pour la consolidation de la paix. Mon pays attache une grande importance au dispositif de consolidation de la paix de l'ONU. Beaucoup a été accompli au cours des dernières années, et ma délégation est reconnaissante aux Présidents anciens et actuel du Comité d'organisation du rôle actif qu'ils ont joué. Pourtant, c'est un fait que la Commission de consolidation de la paix est, comme l'a souligné la Suisse, de date relativement récente et qu'elle doit faire la preuve de sa valeur ajoutée. Nous devons donc étudier les moyens d'en renforcer l'action. L'un des moyens d'y parvenir est d'inciter les présidents des formations pays à dialoguer plus étroitement avec le Conseil de sécurité.

La Norvège apprécie les efforts mis en œuvre pour rapprocher la Commission de l'expérience concrète des pays africains en matière de consolidation de la paix après un conflit, et pour nouer le dialogue entre la Commission de consolidation de la paix et les institutions régionales en Afrique. Nous tenons également à mentionner la réunion conjointe du Comité d'organisation de la Commission et du Conseil d'administration d'ONU-Femmes. L'une des conclusions de cette réunion était de lancer des discussions portant sur un pays donné concernant les progrès et les

problèmes de l'intégration des femmes dans la consolidation de la paix. En effet, la Commission de consolidation de la paix et les formations pays peuvent jouer un rôle important en garantissant un suivi efficace de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité.

Je voudrais insister sur deux points abordés dans le rapport dont nous sommes saisis (A/66/675). L'une des principales recommandations formulées dans l'examen de 2010 (A/64/868, annexe) était d'améliorer l'interaction et l'impact entre la Commission et le terrain. Nous estimons que les formations pays devraient fonctionner comme une espèce de groupe d'appui au Représentant spécial du Secrétaire général et aux équipes de pays des Nations Unies présentes sur le terrain. Nous pensons que cette idée aurait pu être encore davantage mise en lumière dans le rapport.

Deuxièmement, nous apprécions tout ce qui a été fait pour mobiliser les ressources, en particulier dans les formations pays. En même temps, soyons sincères. En raison de graves contraintes financières, les perspectives de renforcement de l'aide sont faibles. Nous encourageons les nouveaux partenaires ainsi que les puissances émergentes à accroître leur appui. Je tiens à dire que nous nous réjouissons de l'augmentation du nombre de donateurs du Fonds pour la consolidation de la paix.

Le Fonds pour la consolidation de la paix joue un rôle essentiel dans la promotion du programme des Nations Unies en matière de consolidation de la paix. Le fait que le Fonds se penche sur des pays rarement pris en considération par les donateurs, de même que sa rapidité, sa volonté de prendre des risques et la grande variété de ses donateurs constituent les principaux points forts du Fonds et en font la valeur ajoutée. En outre, des progrès considérables ont été enregistrés afin de faire du Fonds un mécanisme de financement efficace et responsable. Nous remercions la Sous-Secrétaire générale chargée du Bureau d'appui à la consolidation de la paix, M<sup>me</sup> Judy Cheng-Hopkins, et son équipe des efforts considérables qu'ils ont déployés à cette fin, et appelons à porter une attention accrue au renforcement de la gestion et du suivi du Fonds pour la consolidation de la paix, qui a clairement démontré sa plus-value.

Nous saluons le fait que le Fonds mette l'accent sur les pays inscrits à l'ordre du jour de la Commission de consolidation de la paix et sur le Groupe g7+, tout en étant parfaitement d'accord pour y inclure d'autres pays également. Nous tenons également à souligner l'étroite collaboration que le Fonds a mis en place avec d'autres fonds et programmes des Nations Unies et avec la Banque mondiale. Nous notons dans le rapport du Secrétaire général (A/66/659) que le Fonds devra faire davantage d'efforts pour

atteindre l'objectif consistant à allouer 15 % des fonds aux besoins spécifiques des femmes. Nous attendons des progrès rapides dans ce domaine.

La Norvège a versé une nouvelle contribution de 5 millions de dollars au Fonds l'année dernière, et nous envisageons actuellement d'accroître nos contributions au Fonds en 2012.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur dans le débat sur ces questions à la présente séance.

L'Assemblée a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen des points 31 et 111 de l'ordre du jour.

#### **Point 7 de l'ordre du jour (suite)**

#### **Organisation des travaux, adoption de l'ordre du jour et répartition des questions inscrites à l'ordre du jour**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant examiner le rapport de la Cinquième Commission sur le point 115 b) de l'ordre du jour, intitulé « Nomination de membres du Comité des contributions ». Pour que l'Assemblée puisse examiner le rapport de la Cinquième Commission au titre de ce point subsidiaire, il sera nécessaire de rouvrir l'examen du point 115 b) de l'ordre du jour. Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite reprendre l'examen du point 115 b) de l'ordre du jour et procéder immédiatement à cet examen?

*Il en est ainsi décidé.*

#### **Point 115 de l'ordre du jour (suite)**

#### **Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations**

##### **b) Nomination de membres du Comité des contributions (A/66/540/Add.1)**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au paragraphe 3 du rapport publié sous la cote A/66/540/Add.1, la Cinquième Commission recommande que l'Assemblée générale nomme M. Kazuo Watanabe, du Japon, et M. Dae-jong Yoo, de la République de Corée, membres du Comité des contributions pour un mandat allant du 19 mars 2012 aux 31 décembre 2012 et 31 décembre 2014, respectivement.

Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite nommer M. Kazuo Watanabe, du Japon, et M. Dae-jong Yoo, de la République de Corée, membres du Comité des contributions pour un mandat allant du 19 mars 2012 aux 31 décembre 2012 et 31 décembre 2014, respectivement?

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a ainsi terminé avec son examen du point 115 b) de l'ordre du jour?

*Il en est ainsi décidé.*

**l) Nomination de membres de la Commission de la fonction publique internationale**  
(A/66/746)

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au paragraphe 3 du rapport publié sous la cote A/66/746, la Cinquième Commission recommande que l'Assemblée générale nomme M. Luis Mariano Hermosillo, du Mexique,

membre de la Commission de la fonction publique internationale pour un mandat allant du 19 mars 2012 au 31 décembre 2013. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite nommer M. Luis Mariano Hermosillo, du Mexique, membre de la Commission de la fonction publique internationale pour un mandat allant du 19 mars 2012 au 31 décembre 2013?

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a ainsi terminé avec son examen du point 115 l) de l'ordre du jour?

*Il en est ainsi décidé.*

*La séance est levée à 16 heures.*